



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Sécurité intérieure

Luxembourg, le 12 FEV. 2016

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
Entrée le:

12 FEV. 2016

A
Monsieur le Ministre
aux Relations avec le Parlement
p.a. Service Central de Législation
L-2450 Luxembourg

Objet : Question parlementaire n°1677 du 11 janvier 2016 de Mesdames les Députées Nancy Arendt et Octavie Modert

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la réponse à la question parlementaire reprise sous rubrique.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de mes sentiments très distingués.

Pour le Ministre de la Sécurité intérieure,
La Secrétaire d'Etat,

Francine CLOSENER

Réponse commune de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure Etienne Schneider et de Monsieur le Ministre des Finances Pierre Gramegna à la question parlementaire n°1677 des honorables Députées Nancy Arendt et Octavie Modert du 11 janvier 2016 concernant les logements de service

Ad 1 :

La mise en pratique relative à la suppression des logements de service appartenant à l'Etat est en cours.

Alors que le régime des logements de service pris en location par l'Etat et réattribués aux agents est aboli depuis 2015, la suppression des logements de service appartenant à l'Etat comporte une phase transitoire d'adaptation du prix des logements vers la hausse dans le respect et dans les limites de l'article 30 de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat.

Plusieurs réunions ont eu lieu entre le Ministre des Finances et des représentants de la CGFP et d'organisations membres de la CGFP afin de discuter des modalités de fixation de l'indemnité d'occupation.

Ad 2 :

Une centaine de logements de service ont à ce jour été libérés.

Ad 3 et 4 :

Comme il a été annoncé dans la réponse à la QP 1114 du 6 mai 2015, des logements ont été proposés temporairement, à titre de mise à disposition précaire, à l'Agence immobilière sociale (AIS). Jusqu'en janvier 2016, 52 logements avaient été repris par l'AIS. La visite d'une vingtaine d'immeubles additionnels est prévue au cours du premier semestre de 2016.

Ad 5 :

Il n'est pas prévu d'investir dans une remise en état avant la mise en vente des immeubles en question.

L'établissement de certificats énergétiques est en cours.

Ad 6 :

Pour la fixation du prix adapté des logements de service encore occupés par des agents de l'Etat, il est tenu compte de l'état dans lequel se trouvent les logements. Les occupants avaient d'ailleurs été invités à décrire eux-mêmes, par le biais d'une fiche de renseignement, les déficiences rencontrées dans leurs logements.

Ad 7 :

Pour la fixation du prix adapté des logements de service encore occupés par des agents de l'Etat, il est également tenu compte des investissements réalisés par les occupants par l'application temporaire d'un amortissement.